

Observations de l'Honorable Donald J. Johnston Secrétaire général de l'OCDE¹

**Conférence internationale sur l'énergie nucléaire au 21^{ème} siècle
Bercy, les 21 et 22 mars 2005**

Lorsque je vois la multitude des défis que nous devons relever dans la première moitié du 21^{ème} siècle, je me dis que le changement climatique doit figurer en très bonne place sur cette liste. Cependant, il est fortement concurrencé par le développement et la réduction de la pauvreté, deux thèmes dans lesquels l'OCDE s'investit beaucoup et pour lesquels nos pays membres ont à cœur de trouver des solutions.

C'est donc maintenant, avec sérieux et en toute objectivité, que les pays développés et le monde en développement doivent se saisir de la question du changement climatique.

En novembre dernier, un groupe d'ONG responsables a publié un rapport selon lequel ce sont les pays pauvres qui souffriront le plus du réchauffement mondial. Ce rapport, qui s'inspire des projections de l'ONU sur les effets du changement climatique à un horizon de 50 ans, conclut que les pays pauvres subiront davantage d'inondations et qu'ils connaîtront une baisse de leur production agricole, une recrudescence des maladies et la dégradation, voire l'extinction d'écosystèmes entiers dont dépendent un grand nombre de populations défavorisées dans le monde.

Toutefois, si les pays pauvres seront les plus durement frappés, aucun des pays développés ne sera épargné.

Dans quelle mesure l'accélération du réchauffement de la planète est-il dû aux activités humaines, en l'occurrence aux émissions de gaz à effet de serre, en particulier de CO₂, dans l'environnement ?

A la lecture de la littérature, spécialisée ou non, je crois comprendre que nous savons certaines choses, que nous en ignorons d'autres, et que dans de nombreux domaines, nos connaissances ne sont pas des certitudes.

Permettez-moi de vous faire part d'un petit nombre d'observations générales tirées de ce que nous savons.

Nous savons que les émissions de gaz à effet de serre, en particulier de CO₂, contribuent au réchauffement climatique. Si d'aucuns ont contesté ce fait dans le passé, il semble que ce ne soit plus de mise aujourd'hui.

¹ Mes observations d'aujourd'hui n'engagent que moi-même et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ni celles de ses pays Membres.

Nous savons, par exemple, que le protocole de Kyoto n'enrayera pas le changement climatique, même s'il est ratifié et appliqué par tous les pays, Etats-Unis y compris.

Nous savons qu'avant l'ère industrielle, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère était d'environ 280 parties par million (ppm) et qu'elle était de 368 ppm en 1997, au moment de la conférence de Kyoto. Sept ans plus tard, nous savons qu'elle atteint 379 ppm. Nous savons que le protocole de Kyoto n'est pas à la mesure de l'enjeu puisqu'il ne sollicite qu'une très modeste réduction de 5.2 % de la part des pays industrialisés et que la contribution demandée au reste du monde est encore plus faible.

Les données fournies par l'analyse des carottes prélevées dans la calotte glaciaire de l'Antarctique nous apprennent que la Terre a connu cinq pics de réchauffement climatique dans les 400 000 dernières années. Pourtant, pendant chacun de ces épisodes, les niveaux de CO₂ n'ont dépassé qu'une fois, et de très peu, le seuil des 300 ppm. Le reflux rapide de ces pics de température dans le passé serait dû au faible niveau des concentrations de CO₂. Nous sommes à nouveau confrontés à une forte augmentation des températures mais il se pourrait, cette fois, qu'il ne s'agisse pas d'un simple pic parce que les concentrations atmosphériques de CO₂ sont plus élevées. Les conséquences de cette tendance continue à la hausse des concentrations de CO₂ pourrait être considérables, voire catastrophiques !

Nous savons que beaucoup d'experts, comme David King, conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique, pensent qu'un niveau de 550 ppm ne devrait pas être dépassé. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat nous apprend que si un accord sur des quotas d'émission pouvait être conclu, il faudrait que les émissions mondiales culminent au plus tard à l'horizon 2025 pour pouvoir stabiliser les concentrations de CO₂ à 550 ppm. Nous savons que nombreux sont ceux, et ils sont probablement majoritaires, qui souhaiteraient que les concentrations de CO₂ soient maintenues en-deça de 450 ppm, mais cela ne paraît guère réaliste au vu des tendances récentes.

Même si nous parvenons à stabiliser les concentrations de CO₂ à 550 ppm, nous pensons que nous connaîtrons un changement climatique sensible, caractérisé par une augmentation de température de 2 à 5°C selon les régions du monde et par une élévation du niveau des océans de 0.3 à 0.8 m d'ici la fin du siècle et de 7 à 13 m d'ici le prochain millénaire. Mais pour réussir à stabiliser les concentrations de CO₂ à ce niveau, nous savons qu'il faut faire davantage et qu'en particulier l'industrie énergétique mondiale doit se transformer. Nous savons que des changements profonds sont nécessaires dans toute une série de secteurs allant des transports à la production d'électricité, non seulement pour, au moins, stabiliser l'effet de serre, mais aussi pour s'adapter à la diminution des ressources de pétrole, de gaz et même de charbon à plus long terme. Si nous ne réagissons pas, nous nous heurterons à la réalité des projections décourageantes de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui indique, dans la dernière édition de ses perspectives énergétiques mondiales, qu'à structure énergétique identique, il faudra investir, au cours la période 2003-2030, quelque 16 000 milliards de dollars américains en infrastructures pour assurer les approvisionnements énergétiques mondiaux !

Que peut-on faire ? Quelles sont les options réalistes ?

Nombreux sont ceux, en particulier les écologistes, qui préconisent le recours aux énergies renouvelables comme le solaire et l'éolien. C'est une option magnifique mais est-elle réaliste ? Que savons-nous ou, tout au moins, que nous dit-on ?

Les perspectives énergétiques mondiales de l'AIE nous apprennent que la consommation mondiale d'énergies renouvelables représentait 14 % de la demande totale d'énergie en 2002 et qu'elle n'en représentera toujours que 14 % en 2030. Si l'on en croit ces projections, on ne peut guère s'en remettre aux énergies renouvelables pour lutter efficacement contre les émissions de gaz à effet de serre.

Etant donné que l'AIE évalue à 60 % l'augmentation de la demande mondiale d'énergie primaire entre 2002 et 2030, les énergies renouvelables nécessiteront d'énormes investissements, même si leur part ne dépasse pas 14 % de la demande totale. Est-il concevable qu'une concentration encore plus forte d'investissements dans ce type d'énergies permette d'augmenter leur part substantiellement ? C'est peu probable.

Si la filière renouvelable n'est pas une solution raisonnable pour modifier profondément notre structure énergétique, quels sont les choix qui s'offrent à nous ?

Bien sûr, on continue de miser sur la fusion que le projet ITER vient de relancer. Mais là encore, quelles que soient les perspectives, elles se situent à très long terme et bien trop loin pour contribuer à résoudre un problème immédiat.

Enfin, mais c'est loin d'être la seule option, il y a la filière nucléaire (fission) à la technologie éprouvée. Nombreux sont ceux, dont l'éminent scientifique James Lovelock, auteur de l'hypothèse Gaia, qui déplorent l'abandon de cette filière par beaucoup de pays. Je crois savoir qu'il va intervenir dans cette conférence par liaison vidéo. Je n'ai donc pas besoin d'exposer son point de vue dans le détail.

Il me suffira de dire qu'il voit dans l'énergie nucléaire un moyen essentiel pour enrayer un emballement du réchauffement climatique qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

Je suis plus porté à croire Lovelock que ceux qui se satisfont de vœux pieux et ne veulent pas voir la dure réalité à laquelle notre planète doit faire face.

Le climat changera probablement, quoi que nous fassions maintenant, mais nous nous devons à tout le moins de faire tout ce qui est possible pour ralentir ce phénomène et permettre au monde de s'y adapter. L'énergie nucléaire est un élément essentiel de ce processus. Nous méconnaissons son importance à nos risques et périls.

A côté du changement climatique, d'autres raisons commandent de développer l'énergie nucléaire. Comment satisfaire une augmentation de la demande mondiale d'énergie de 60 % d'ici 2030, principalement destinée à répondre aux besoins du monde en développement ? Comment assurer les approvisionnements énergétiques ? A l'heure actuelle, environ 1,5 milliard d'être humains n'ont pas accès à l'électricité. Il est peu probable que ce chiffre change dans les 25 prochaines années si l'on renonce à la filière nucléaire.

Pour accélérer le développement dans beaucoup de pays non membres de l'OCDE, il sera essentiel de disposer de sources d'énergie sûres et l'énergie nucléaire pourrait être un important facteur de succès dans la lutte contre la pauvreté et dans le développement à long terme des zones défavorisées de la planète.